



Instances

Comité

Présidente : Monica Cavadini
Membres : Matteo Cavadini, Henri Megroz, Delphine Stalder, Katherine Owen, Luiza Vasconcelos et Claudia Wyrsh avec la collaboration de Michaela Buschi comme personne ressource.

Contrôleurs aux comptes

Interne : Valérie Bouloudani et Viviana Belarmino da Silva
Externe : Fiduciaire Global Audit SA

Secrétariat

Secrétaire Général : Alejandro Mackinnon
Chargés de projets : Maria Adelaida Muñoz et Florian Tissot.
En mission temporaire : Johana Hierso-Wisard, Adrian Grimaldo, et Carlos Sarmiento
Stagiaires : Tindara Santarelli et Thibault von Däniken.

Avec le soutien d'une quarantaine de personnes bénévoles qui collaborent dans le cadre de nos actions et manifestations.

Edition par GeTM; Genève, mai 2017.
Réalisation et montage : Johana Hierso-Wisard et Alejandro Mackinnon

Photo de couverture : Membres du groupement de femmes d'Ayomi de Dogbo, Bénin en train de faire de l'huile de palme.
Photo de CDEL

Imprimé sur papier recyclé

Partenaires

Au Bénin : CDEL, à Cotonou
En Colombie : Enda-Colombie, à Bogota
Penca de Sábila et Vamos Mujer, à Medellin
Au Pérou : Cesip, à Lima
Descosur, à Arequipa
Au Togo : Cetramode, à Dassoute
ETD, à Lomé
Gradse et MVCP, à Sokodé

GeTM est membre de :
FGC Fédération Genevoise de Coopération
APRES-GE Chambre de l'Economie Sociale et Solidaire

GeTM est partenaire de :
PPE+
Syni-Lausanne

GeTM participe à :
Programme Solidarité EAU
Plate-forme Souveraineté alimentaire en Afrique – FGC
Coordination de quartier des Eaux-Vives

Le mot de la Présidente

L'année 2016 s'est déroulée sous le signe de la réflexion et d'une nouvelle définition de notre identité et de nos objectifs. La stratégie générale 2012-2015 étant arrivée à terme, nous étions amenés à nous questionner sur notre mission et sur nos ambitions pour les cinq prochaines années.

La stratégie 2017-2021 est le fruit d'un travail commun auquel ont contribué les membres du comité et du secrétariat ainsi qu'un bon nombre de bénévoles. Si nous restons fidèles à nos principes de partenariat et de soutien aux initiatives locales de nos partenaires dans les 4 pays où nous sommes ancrés (Colombie, Pérou, Togo et Bénin), la nouvelle stratégie s'inscrit clairement dans les objectifs du développement durable définis par l'ONU. GeTM soutient des groupes de la société civile pour la concrétisation d'initiatives qui cherchent à garantir la pérennité de l'aide apportée en intégrant simultanément l'ensemble des champs économiques, sociaux et environnementaux.

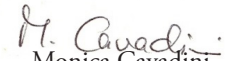
Nous renforçons le pouvoir d'agir de groupes vulnérables et défavorisés afin de permettre l'émergence de citoyens conscients et responsables de leurs droits qui puissent participer à la construction durable de sociétés plus justes et démocratiques.

Parmi les champs d'action, nous avons privilégié la souveraineté alimentaire, l'utilisation équitable et écologique des ressources, l'égalité des genres, l'économie sociale et solidaire. La mise en oeuvre des processus d'instauration d'une paix durable et de lutte contre les inégalités par l'accès aux droits économiques, sociaux et culturels demeurent également à la base de nos actions.

Au niveau institutionnel, l'AG extraordinaire du mois de novembre a donné le feu vert pour repenser notre identité, notamment au travers d'un changement de nom qui permette de mieux refléter nos valeurs et nous positionner en tant qu'acteur expérimenté, innovant, solidaire, transparent. La nouvelle identité devra également prendre en compte la capacité de notre organisation à influencer les politiques de développement durable et d'aide au développement.

C'est un grand défi qui nous attend : la traduction de la nouvelle stratégie dans des actions et des projets concrets.

Il me reste à remercier chaleureusement celles et ceux qui continuent à soutenir GeTM et à œuvrer pour un monde plus équitable et plus juste.


Monica Cavadini
Présidente

Stratégie institutionnelle 2017-2021

L'Assemblée Générale extraordinaire du 29 novembre a adopté une nouvelle stratégie institutionnelle qui se structure autour de trois objectifs :

Un objectif de coopération, qui vise la mise en œuvre efficace et optimale des actions de coopération, ciblant les besoins des populations vulnérables de 4 pays d'Afrique et d'Amérique du sud. Les domaines retenus sont la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, l'économie locale sociale et solidaire, l'égalité de genre ainsi que la souveraineté alimentaire et énergétique. Cet objectif s'articule autour de trois axes:

- Une stratégie de coopération, qui sert de cadre de référence à toutes les parties prenantes pour l'identification, la gestion et l'évaluation des résultats des actions à mener avec nos partenaires;
- Une stratégie de partenariat, afin de soutenir des partenaires, par le biais de mesures ciblées de renforcement et de capitalisation, afin qu'ils puissent se positionner comme des acteurs privilégiés de développement et contribuer à la définition de politiques publiques;
- Une stratégie de financement, qui assure le cofinancement des actions par des bailleurs publics et par des bailleurs privés suisses et étrangers. Tout en privilégiant les fonds publics, GeTM vise à consolider et fidéliser les bailleurs privés.

Un objectif institutionnel et de bonne gouvernance, qui élargit les réseaux afin de consolider le positionnement en Suisse en tant que partenaire expérimenté, innovant, solidaire, transparent et influant sur les politiques publiques de développement durable en lien avec les thématiques qui la concernent. Cet objectif implique un

repositionnement sur les enjeux de développement et la définition d'une nouvelle identité. Pour cela, il est fondamental de diversifier les réseaux et les alliances en participant à de nouvelles plateformes d'échanges et à des événements et/ou manifestations en lien avec les 4 thèmes stratégiques qui la concernent.

Par ailleurs, l'association renforcera ses structures et ses contrôles internes pour garantir sa conformité aux normes en vigueur, répondre aux exigences de transparence et de la bonne utilisation des financements mis à sa disposition.

Un objectif de communication, qui vise à augmenter les actions grâce à une communication ciblée et une meilleure visibilité des résultats des interventions. Cet objectif se structure autour de trois axes spécifiques :

- L'information, grâce au développement de nouveaux outils de communication afin d'informer de manière transparente sur les actions de coopération menées, d'augmenter la visibilité des projets soutenus et de l'organisation, et d'élargir les réseaux;
- La sensibilisation, grâce à la mise en place d'actions annuelles de sensibilisation auprès des acteurs clés de la société civile, des autorités locales et du public en général sur les enjeux de développement et sur la base des choix stratégiques;
- Le plaidoyer, notamment par des actions de veille des engagements de la Suisse dans le cadre des objectifs du Développement durable et en matière des fonds attribués à l'aide publique au développement.

Stratégie de coopération 2017-2021

Renforcer les compétences des partenaires pour faire émerger des changements durables

En renouvelant sa stratégie de coopération pour le prochain quinquennat, GeTM a défini des orientations stratégiques intimement liées aux valeurs de solidarité internationale. GeTM veut ainsi contribuer à réduire les inégalités en facilitant l'accès durable et effectif des groupes marginalisés aux droits économiques, sociaux et culturels. Cela dit, droits humains, développement durable et partenariat responsable sont trois principes indissociables de cette stratégie.

GeTM défend une coopération responsable, co-construite avec ses partenaires par le partage réciproque d'expériences. Le partenariat est conçu comme complémentarité et appui, et non comme entrave ou contrôle. Il s'agit de construire des alliances qui tournent le dos aux logiques obsolètes de l'aide, où il y a ceux qui d'un côté aident et ceux qui de l'autre côté sont aidés. Chaque partenariat repose sur un équilibre dans la relation. Des diagnostics partagés, des règles de jeu acceptées et des risques équitablement répartis, permettent ainsi de créer de vraies synergies qui multiplient les compétences et l'impact des actions entreprises.

Fidèle à cette approche, GeTM ne se contente pas de satisfaire les besoins matériels immédiats mais cherche surtout à garantir la pérennité et la durabilité de l'aide apportée en intégrant simultanément l'ensemble des champs économiques, sociaux et environnementaux concernés. De ce fait, GeTM et ses partenaires privilégient les approches à moyen et long terme.

Aucune société ne peut revendiquer son identité ni résoudre ses problèmes sans démocratiser les processus de décision. Tout en respectant et valorisant les identités sociales et culturelles traditionnelles, GeTM promeut l'introduction des processus de transformation culturelle lorsque ceux-ci visent la rupture des pratiques néfastes contraires aux droits humains. La réorganisation sociale apparaît comme nécessaire quand il s'agit de modifier des rapports d'oppression et de domination de certains groupes sur d'autres afin d'instaurer d'avantage d'équité.

GeTM voit dans chaque partenaire un acteur potentiel de changement; il faut lui donner alors les moyens de participer à tous les niveaux en tant qu'acteur responsable et de pouvoir négocier avec des entités très diverses ayant des intérêts différents. Il s'agit également de renforcer les alliances et le travail en réseau afin de promouvoir des processus de construction collective et de capitalisation des savoirs.

GeTM veille à ce que ses partenaires œuvrent pour l'émergence de citoyen.ne.s conscient.e.s, responsables de leurs droits et facilitent leur participation à la construction durable de sociétés plus justes.

Les orientations stratégiques de GeTM pour la période 2017-2021 visent ainsi à encourager l'autonomie des acteurs.trices et à influencer les politiques publiques locales afin que celles-ci puissent donner une meilleure réponse aux besoins des plus démunis.e.s.



Vie associative et Présence dans la cité

Deux assemblées générales, une douzaine de séance du comité, une dizaine de réunions des groupes de travail, des réunions avec nos partenaires mais aussi dans le cadre des réseaux dont l'association fait partie, révèlent que la vie associative est au centre de GeTM.

Cette dynamique participative a abouti à la définition d'une stratégie institutionnelle et a permis également d'identifier les orientations en matière de coopération et de communication. Cela a notamment conduit à l'organisation, de mars à mai 2017, de 4 ateliers qui ont réuni des membres, des professionnel.le.s et des étudiant.e.s en marketing et communication de l'Ecole CREA autour du changement de l'identité institutionnelle.

En partenariat avec le programme PPE+ de la Chambre de l'Economie Sociale et Solidaire de Genève et avec le programme Syni Lausanne, GeTM a accueilli trois jeunes professionnel.le.s en mission temporaire, en quête d'une expérience dans le milieu de la coopération. Deux jeunes diplômé.e.s ont réalisé des stages d'une durée de 6 à 9 mois. Un réseau fidèle de personnes bénévoles a collaboré pour la réalisation des tâches concrètes, notamment lors des manifestations.

Nous tenons ici à remercier toutes les personnes qui ont mis leur temps, leurs savoir-faire et leurs compétences au service de GeTM.

La présence dans la cité a été marquée par les actions pour la défense des budgets alloués à la coopération, que ce soit sur le plan fédéral, cantonal ou de la Ville de Genève. GeTM a rejoint des plateformes d'ONG pour sensibiliser le public et les autorités, ce qui a permis de sauver in extremis certains budgets et d'empêcher des dégâts importants. GeTM reste toujours en veille car les menaces de réductions budgétaires sont toujours d'actualité.

GeTM a participé à plusieurs événements, réunions, formations continues, groupes de travail, rencontres organisées par la FGC

GeTM reste persuadée de la nécessité de sensibiliser systématiquement les élu.e.s sur les questions liées à la solidarité internationale. C'est pourquoi, toujours en partenariat avec la FGC, elle a co-organisé un atelier d'échange adressé aux élu.e.s municipaux et aux services administratifs chargés des dossiers de coopération. Ces séances offrent un espace d'échange sur les visions de la coopération, sur les modalités et les critères d'analyse des projets.

Afin de faire des liens concrets entre développement durable et solidarité avec les paysan.ne.s du Sud, GeTM a organisé une nouvelle vente de plantons bio en collaboration avec l'association «Les Artichauts». Cette action a été très bien accueillie par le public.

Dans le cadre du Festival Filmar en Amérique latine, GeTM s'est associée à la présentation du film colombien «Oscuro animal» et du film péruvien «Siguiendo a Kina». Cela a été une belle occasion, d'une part, de sensibiliser le public sur le poids du conflit armé sur la vie de femmes paysannes, et, d'autre part, sur la recherche d'identité des jeunes filles péruviennes et leur combat pour que leurs droits soient reconnus.



GeTM au Bénin : priorité à l'emploi des jeunes et des femmes

Economie locale et accès à l'emploi : Cotonou, Porto-Novo, Dogbo, Avrankou et Adjarra
Partenaire : CDEL

Ce projet promeut l'emploi des jeunes et des femmes par la mise en place d'une stratégie conjointe menée par les pouvoirs publics locaux, les demandeurs.euses d'emploi et les organisations des corps de métiers. Une quinzaine d'organisations d'artisans, de transformatrices agroalimentaires, de coiffeuses, de couturières et de photographes ont été appuyés à travers de services innovants et de dispositifs d'accompagnement et de concertation / contractualisation en faveur de l'emploi.

Les actions sont centrées sur la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes, l'amélioration des performances des acteurs économiques, l'amélioration des conditions de travail des artisans et des acteurs socioprofessionnels et l'implication des collectivités locales dans le développement économique.

Le projet a soutenu plus de 600 jeunes en recherche d'un emploi, 150 jeunes, garçons et filles, souhaitant créer une entreprise, 300 femmes organisées sous forme de groupements et 400 jeunes artisans.e.s organisés en associations professionnelles de transformation agroalimentaire. Trois municipalités bénéficient également des actions du projet.

La réussite de la mise en œuvre des actions est essentiellement due à leur pertinence et à l'expertise des ressources humaines affectées aux activités. Les conditions sont donc réunies pour que les objectifs prévus soient atteints à la fin du projet.

*****Nouveau : Prévention des addictions et de l'abandon scolaire auprès des élèves des collèges et lycées. Cotonou**
Partenaire : CDEL

Ce programme de prévention s'est déroulé pour la deuxième année dans 5 lycées de Cotonou (Dantokpa, Sainte Rita, Du Lac, Le Nokoué et Gbémagey) auprès de plus de 5'000 jeunes. Le projet forme 144 filles et garçons en tant que pairs éducateurs. trices, chargé.e.s de sensibiliser leurs camarades autour des clubs de sensibilisation créés dans chaque lycée. Par ailleurs, une vingtaine d'enseignant.e.s responsables et plus de 120 enseignant.e.s relais sont formé.e.s pour accompagner la dynamique.

La réalisation des activités au cours de la 2^{ème} année a permis de remobiliser les différents acteurs, de confirmer leur adhésion et de les briefer davantage sur le bien fondé du projet. Les plans d'actions validés par chaque club de sensibilisation constituent le tremplin pour la suite du projet. Ces clubs sont aujourd'hui consolidés et jouent un rôle majeur pour la pérennisation des acquis.

La prévention de la consommation de drogues en milieu scolaire est une thématique d'actualité qui génère beaucoup de mobilisation. Le succès de cette première expérience permet déjà de plaider pour une politique de prévention des addictions au niveau des institutions éducatives. L'intérêt exprimé par d'autres établissements témoigne des besoins dans le domaine.



GeTM au Togo : promouvoir la souveraineté alimentaire

Renforcement socioéconomique pour le développement local. Savanes. Partenaire : Cetramode

Ce projet vient redynamiser la vie sociale paysanne de 5 villages par l'amélioration de la production agricole et par l'encouragement de la participation citoyenne dans les décisions locales. Les paysan.ne.s ont reçu des formations techniques sur la gestion durable des sols, la transformation agroalimentaire, la culture attelée ainsi que sur la culture d'entreprise. Les producteurs.trices s'organisent en coopératives de transformation et commercialisation. Environ 800 habitant.e.s ont participé à 7 ateliers sur la citoyenneté et la décentralisation et ont élaboré 5 plans de développement locaux qui servent de cadre de concertation avec les autorités.

*****Nouveau : Renforcement de la démocratie et du développement économique local. Haho, Est et Moyen Mono, Notsé. Région des plateaux. Partenaire : ETD**

Ce projet entend consolider et diffuser les pratiques de démocratie locale dans les processus de décision entre la société civile et les pouvoirs publics en vue d'assurer un service public de qualité aux populations. De plus, par le renforcement des ESOP - entreprises de service et organisation de producteurs - le projet compte accroître l'implication des producteurs dans les chaînes de valeurs agroalimentaires locales et générer des emplois durables pour les jeunes et pour les femmes. Les phases précédentes ont notamment permis la consolidation de 4 ESOP autour des filières comme le riz, le soja ou la viande, la création d'une trentaine d'emplois permanents et l'accompagnement de 3 communautés locales dans la planification et la gestion durable de leurs territoires. Il s'agit maintenant d'élargir ces actions à l'Est-Mono et de créer 2 nouvelles ESOP bénéficiant à 6'000 nouveaux producteurs.

Promotion des petits paysans en entrepreneurs viables. Région Centrale et des Plateaux. Partenaire : MVCP

Ce projet vise l'amélioration de la productivité rurale afin de parvenir à une autosuffisance alimentaire et d'améliorer les revenus de 300 familles paysannes de cinq villages (Matekpo, Malomi, Kpele Ele, Mamacope et Kougban). Des petits producteurs.trices, dont 40% de femmes, ont adopté de nouvelles techniques agricoles respectueuses des sols et ont suivi des formations à la culture d'entreprise. Lors de la première campagne agricole, 80% des paysan.ne.s soutenu.e.s ont doublé la production de maïs et de riz. Du soja biologique a été également introduit avec succès. Il vise également l'organisation des producteurs autour de 5 coopératives capables de défendre leurs intérêts.

*****Nouveau : Consolidation de la culture fruitière traditionnelle par la production du jus de fruit pour le marché local. Région Centrale et de la Kara. Togo. Partenaire : GRADSE**

Ce projet, qui concerne 47 villages producteurs de mangues et/ou ananas, permet de mieux valoriser les vergers existants et de tirer un profit optimal de l'unité de transformation de fruits construite lors de la phase précédente.

Le projet vise à diversifier la production par la fabrication de jus de fruits en vue d'offrir un complément alimentaire de qualité accessibles aux secteurs populaires. Il valorise ainsi les produits agricoles locaux mis en concurrence avec les produits importés, par la protection des savoir-faire issus de l'agriculture familiale, par une meilleure gestion des ressources naturelles existantes, par l'amélioration des modes de conservation, transformation et distribution des produits alimentaires ainsi que par le changement des habitudes de consommation.



GeTM en Colombie : le territoire garant de l'accès aux droits

Gestion communautaire de l'eau potable en zones périurbaines et rurales. Antioquia.

Partenaire : Penca de sabila

En 2016, les formations et conseils délivrés aux aqueducs communautaires leur ont permis d'acquérir de nouveaux outils dans les domaines organisationnel, technique et administratif. Ces nouveaux outils leur permettent d'améliorer la gestion communautaire de l'eau. 9 associations municipales d'aqueducs communautaires ont renforcé leur fonctionnement organisationnel et leur capacité d'incidence au niveau municipal. Elles travaillent en articulation pour positionner la gestion communautaire de l'eau en tant qu'alternative viable pour la prestation du service d'approvisionnement en eau et pour une gestion plus démocratique et participative de l'eau sur leurs territoires. La systématisation de 3 expériences dans le domaine de la gestion communautaire de l'eau a connu ses premières avancées et permettra, à terme, de proposer un modèle de gestion communautaire de l'eau pouvant être répliqué.

*****Nouveau : Gestion communautaire de l'eau potable en périphérie urbaine. Cundinamarca et Boyacá.**

Partenaire : EndaCol

Dans le cadre de projets précédents, EndaCol a constaté le manque de compétences techniques et analytiques des aqueducs communautaires dans le contrôle des impacts et risques de la contamination de l'eau sur leurs territoires. Ceci entrave leur participation dans les décisions environnementales sur leurs territoires, qui sont pourtant cruciales dans une perspective de construction de la paix. Le présent projet, conçu comme une phase pilote, cherche à combler ces lacunes, à travers la mise en place

d'un processus communautaire de monitoring de la qualité de l'eau et d'un processus d'éducation environnementale. Ensemble, ces 2 processus permettront aux aqueducs de démontrer, avec des données scientifiquement valides et des approches conceptuelles appropriées, leur bonne gestion de l'eau et les impacts des activités extractives sur sa qualité et sur l'environnement. Ceci renforcera leurs arguments en défense de la gestion communautaire de l'eau et légitimera leur rôle dans la durabilité environnementale et dans les processus territoriaux de construction de la paix.

*****Nouveau : Femmes en mouvement pour la dynamisation de l'économie rurale et la construction de la paix sur leurs territoires. Antioquia.**

Partenaire : Vamos Mujer

Pendant le conflit armé, les femmes paysannes ont défendu le territoire par leur présence active et ont gagné une place sociale et politique à l'échelle locale. Ces acquis sont aujourd'hui remis en cause, dans un contexte de «post-conflit», par le retour des acteurs armés à la vie civile, ainsi que par l'arrivée de nouveaux acteurs économiques (propriétaires terriens, entreprises d'extraction minière, multinationales, floriculture industrielle) qui ne voient pas les femmes comme actrices de développement local.

Vamos Mujer encourage les initiatives agro-écologiques des femmes et renforce leur visibilité dans le domaine public, au niveau local et régional, afin qu'elles soient reconnues en tant qu'actrices viables de développement durable et de souveraineté alimentaire. Le projet contribue également à la construction de la paix dans les 3 régions d'intervention, en proposant aux femmes victimes du conflit un appui psychosocial leur permettant de surmonter leur souffrance, et de s'impliquer pleinement dans un processus de réconciliation.



GeTM au Pérou : rendre effective l'égalité au quotidien

Prévention de l'exploitation des filles employées domestiques. Lima et Cusco.

Partenaire : Cesip

En 2016, de nombreuses activités d'information et de sensibilisation sur la problématique du travail infantile domestique ont été réalisées en zone rurale et urbaine. Adressées aux familles des adolescentes, aux autorités et institutions publiques de protection de l'enfance, aux familles employeuses et au grand public, elles se sont focalisées sur les conséquences de ce type de travail sur la santé, la sécurité et le parcours éducatif des filles et adolescentes.

Des centres de développement intégral ont été créés dans 2 communautés rurales. Ils accueillent 50 filles, garçons et adolescent.e.s entre 11 et 14 ans et leurs proposent des activités ludiques et éducatives.

Un programme de formation a été créé en zone urbaine, qui a permis à 155 adolescentes travailleuses domestiques de renforcer leurs compétences personnelles (estime de soi, identité), de connaître et exercer leurs droits et de connaître les institutions de protection. 34 autorités et fonctionnaires ont assisté à des réunions d'information et d'analyse sur la problématique du travail infantile domestique, sur les normes en vigueur, sur les rôles de chaque institution et sur la situation actuelle du système de protection.

Valorisation du rôle de la femme dans la chaîne productive des lamas et d'alpagas. Caylloma

Partenaire : Descosur

Ce projet contribue à améliorer la capacité de production et de négociation des paysan.ne.s des haut-plateaux andins dans le domaine du marché de la viande de lama et de la laine d'alpaga. La gestion adéquate des ressources hydriques et des pâturages a permis d'étendre l'expérience et de récupérer durablement des écosystèmes fragiles très affectés par les changements climatiques.

Les familles d'éleveurs sont formées à l'amélioration génétique des alpagas afin d'obtenir une meilleure qualité de laine. La promotion de la production et de la consommation de viande de lama se poursuit avec succès, grâce à la présence dans des foires et festivals de la région, mais aussi à des campagnes auprès des autorités sanitaires et/ou académiques.

Par ailleurs, le projet vise à améliorer les capacités de négociation d'une dizaine d'organisations paysannes de la région, tout en impliquant les autorités locales dans la promotion des activités d'élevage. Un accent particulier est porté aux questions de genre afin de valoriser et reconnaître le rôle des femmes dans la filière productive et de commercialisation.

Bilan au 31.12.2016

BILAN AU 31/12/2016			
ACTIF		2016	2015
Actif Circulant			
Caisse	540	817	
CCP	2 320	1 609	
BCGE en CHF	1 685	11 712	
BCGE en devises	-	-	
TOTAL	4 544	14 138	
Actif Immobilisé			
Matériel et mobilier / agencements divers	-	7 675	
Amortissement mobilier et agencements	-	(7 675)	
Matériel informatique	-	31 132	
Amortissement matériel informatique	-	(31 132)	
Débiteurs divers	-	1 200	
Cautions	6 308	6 307	
TOTAL	6 308	7 507	
TOTAL ACTIF du Bilan		10 852	21 645
PASSIF			
Capitaux Etrangers à court terme			
Dettes sociales et fiscales	11 509	7 034	
Créanciers et passifs transitoires	10 097	9 558	
Fonds pour projets en cours (voir Annexe 1)	2 550	12 305	
TOTAL	24 155	28 897	
Capitaux Etrangers à Long terme			
Prêts	5 000	10 000	
Provisions	-	-	
TOTAL	5 000	10 000	
Réserves			
Réserves pour risques	-	100 000	
Réserves générales	-	136 300	
TOTAL	-	236 300	
Fonds propres			
Résultat reporté	(17 252)	(257 255)	
Résultat de l'exercice (bénéfice)	(1 051)	3 703	
TOTAL	(18 303)	(253 552)	
TOTAL PASSIF du Bilan		10 852	21 645

Comptes de l'exercice 2016 (période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016)

	2016	2015
PRODUITS affectés aux Projets		
Financements FGC des Projets	839 468	852 191
Frais de gestion sur projets FGC	104 933	121 742
Sous-Total	944 401	973 933
Financement des projets hors FGC	100 830	5 423
Frais de gestion sur projets hors FGC	15 170	957
Sous-Total	116 000	6 380
TOTAL Produits affectés aux Projets	1 060 401	980 313
PRODUITS non affectés		
Colisations des Membres	1 070	1 800
Dons et Legs Divers	35 964	20 087
Honoraires pour Mandats Spéciaux	-	6 300
Subvention Ville de Genève	15 500	15 500
Bénéfices Manifestations	623	14 684
Autres Produits divers - Transfert de Charges	-	-
TOTAL des Produits non affectés	53 157	58 372
TOTAL DES PRODUITS	1 113 558	1 038 685
CHARGES sur les projets		
Dépenses sur Projets FGC	852 563	876 092
Dépenses sur Projets hors FGC	98 986	18 838
TOTAL CHARGES DES PROJETS	951 549	894 930
Frais de fonctionnement		
Charges de Personnel	138 510	125 703
Loyers + Charges des locaux	14 175	14 191
Location diverses et Assurances	622	472
Frais bureautiques et Informatiques	4 316	3 812
Frais de télécommunications et Affranchissements	2 113	2 156
Frais Publications	274	3 158
Frais de missions terrain	-	1 814
Honoraires Divers	1 620	1 350
Frais de représentation	200	612
Frais de fonctionnement divers	654	1 063
Amortissements sur Acquisitions	-	-
TOTAL des Frais de fonctionnement	162 485	154 331
Participation aux réseaux		
Colisations	507	511
Participation Financière FGC	9 444	9 685
TOTAL des participation aux réseaux	9 951	10 196
TOTAL DES CHARGES	1 123 985	1 059 457
Résultat d'Exploitation de l'exercice	(10 426)	(20 772)
Produits Financiers	1	2
Charges Financières	749	581
Résultat Financier	(748)	(579)
Produits Exceptionnels	675	4 995
Charges Exceptionnelles	307	-
Résultat Exceptionnel	368	4 995
Résultat avant variation des fonds	(10 807)	(16 356)
Allocation aux fonds affectés	1 060 511	984 993
Utilisation des fonds affectés	1 070 266	1 005 052
Résultat de l'exercice (+ Bénéfice / - Perte)	(1 051)	3 703

Tableau de variation des fonds

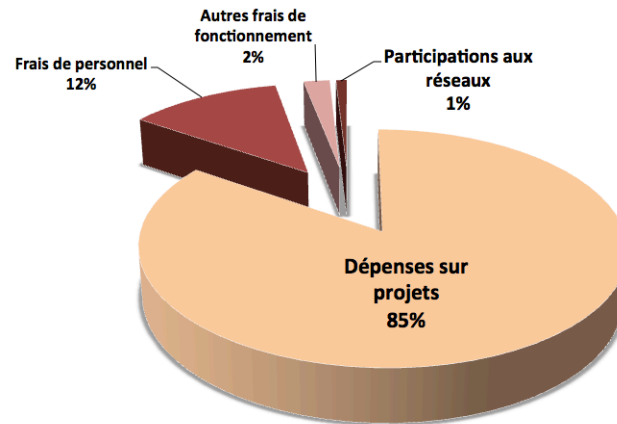
Projets en cours au 31.12.2016 - Financements FGC							
Pays	Nom du Projet:	Report au 01.01.16	Allocation aux fonds affectés	Utilisation des fonds affectés	Frais gestion	Transferts Internes	Solde au 31.12.16
Bénin	CDEL / Cotonou - Emplois jeunes	529	92 910	83 334	10 417		-312
Colombie	ENDACOL / Boyaca - Aqueducs communautaires	-	35 000	30 685	3 836	-330	150
Colombie	PENCA / Antioquia - Gestion Eau	1 112	178 333	159 258	19 907		280
Colombie	VAMOS / Antioquia - Production, Commercialisation	-	150 550	134 283	17 981		-1 714
Pérou	DESCO / Arequipa - Elevage Lamas	-1 246	99 978	87 902	10 988		-158
Pérou	CESIP / Lima, Cusco - Travail domestique infantile	312	167 947	149 460	18 682		117
Togo	CETRAMODE / Savanes - Soutien aux Paysans	24	48 265	42 900	5 363	536	563
Togo	GRADSE / Kara - Jus de fruits	-	35 000	31 000	3 875		125
Togo	MVCP / Région centrale - Petits producteurs agricoles	625	59 550	53 400	6 675		100
Total des projets FGC en cours au 31.12.2016		1 357	867 533	772 222	97 723	206	-850
Projets en cours au 31.12.2016 - Financements Divers							
Pays	Nom du Projet:	Report au 01.01.16	Allocation aux fonds affectés	Sommes dépensées	Frais gestion	Transferts Internes	Solde au 31.12.16
Divers	GETM / Fonds projets divers	1 827	2 000	160	-	-2 148	1 519
Bénin	CDEL / Cotonou - Prévention drogues II	-	59 000	51 000	6 120		1 880
Financements Divers -Total des projets en cours au 31.12.2016		1 827	61 000	51 160	6 120	-2 148	3 399
Total des projets en cours au 31.12.2016		3 185	928 533	823 382	103 843		2 549
Projets terminés au 31.12.2016							
Pays	Nom du Projet :	Report au 01.01.16	Allocation aux fonds affectés	Sommes dépensées	Frais gestion	Transferts Internes	Solde au 31.12.16
Bénin	CDEL / Cotonou - Prévention drogues	1	-	1 434	179	1 612	-
Colombie	ENDACOL / Bogota - Gestion locale participative	-279	19 545	17 419	2 177	330	-
Togo	ETD / Notsé - Capitalisation Gouvernance Locale	9 174	-	9 174	-		-
Togo	ETD / Notsé - Economie Solidaire	224	112 433	100 140	12 518	0	-
Sous-total des projets terminés au 31.12.2016		9 120	131 978	128 167	14 874	1 943	-
TOTAL DES PROJETS EN COURS ET TERMINES au 31.12.2016		12 305	1 060 511	951 549	118 718	-	2 549

Financement des projets (par bailleur)

Communes	367 676	Carouge / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Elévation alpagas	50 000
		Carouge / FGC	Togo	Notsé / ETD / Economie Solidaire	50 000
		Grand-Saconnex / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Femmes en mouvement	30 000
		Lancy / FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Appui à l'élevage	40 000
		Meinier / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Elévation alpagas	5 000
		Onex / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Petits producteurs agricoles	29 550
		Plan-les-Ouates / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Gestion Eau	21 150
		Satigny / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Elévation alpagas	21 000
		Satigny / FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Appui à l'élevage	9 000
		Vernier / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Gestion Eau	98 500
		Veyrier / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Elévation alpagas	17 125
		FGC		Déduction pour Fond d'Information	-3 649
		Ville Genève	79 000	Vgen / FGC	Bénin
Vgen / FGC	Pérou			Lima et Cusco / CESIP / Prévention Travail Infantile	49 000
Etat Genève	136 160	Egen / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Emplois jeunes	42 910
		Egen / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Femmes en mouvement	16 000
		Egen / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Elévation alpagas	8 250
		Egen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Prévention Travail Infantile	49 000
		Egen / FGC	Togo	Notsé / ETD / Economie Solidaire	20 000
Confédération	361 565	DDC / FGC	Bénin	Cotonou / CDEL / Emplois jeunes	20 000
		DDC / FGC	Colombie	Bogota / ENDA / Gestion locale participative	19 545
		DDC / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Aqueducs comunautaires	35 000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Gestion Eau	59 000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Femmes en mouvement	50 000
		DDC / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Prévention Travail Infantile	69 837
		DDC / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Petits producteurs agricoles	30 000
		DDC / FGC	Togo	Kara / GRADSE / Jus de fruits	35 000
		DDC / FGC	Togo	Notsé / ETD / Economie Solidaire	43 183
Divers	116 110	Etat de Genève - SSI	Bénin	Cotonou / CDEL / Prévention drogues	59 000
		Fonds de soutien MIGROS et projets	Colombie	Antioquia / VAMOS / Femmes en mouvement	55 000
		Fondation Johann et Luzia Grassli	Divers	Fonds projets divers	2 000
		Dons divers privés	Divers		110
TOTAL REÇU POUR LES PROJETS					1 060 511

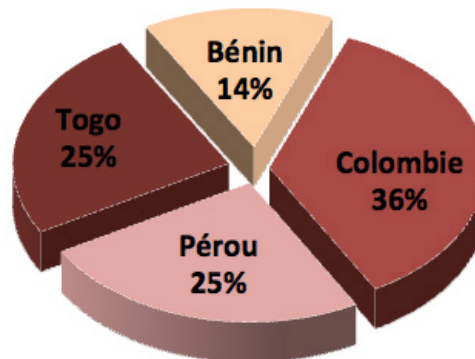
Frais de fonctionnement

Dépenses	CHF	Pourcentage
Dépenses sur projets	951 549	85%
Frais de personnel	138 510	12%
Autres frais de fonctionnement	23 975	2%
Participations aux réseaux (cotisations)	9 951	1%
Total des dépenses	1 123 985	100%



Répartition des fonds projets par pays

Pays d'intervention	Dépenses en CHF	Pourcentage
Bénin	135 768	14%
Colombie	341 805	36%
Pérou	237 362	25%
Togo	236 614	25%
Total	951 549	100%



Annexes aux Etats Financiers (extrait)

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Tous les montants sont en CHF.

Principes Comptables :

Base de préparation des comptes annuels :

Les États financiers de GeTM sont établis conformément aux statuts de GeTM, aux dispositions applicables du Code des obligations et aux Recommandations relatives à la présentation des comptes (Swiss GAAP RPC 21).

Périmètre des comptes annuels :

Les comptes annuels comprennent les comptes de l'association de droit suisse GeTM. Ils ne comprennent pas les comptes des projets conduits par les partenaires terrain de GeTM qui sont indépendants de GeTM. Les comptabilités sur le terrain sont de la responsabilité des partenaires locaux. Elles sont contrôlées par GeTM et auditées par des fiduciaires externes indépendantes.

Conversion de monnaies étrangères :

Les avoirs et les engagements en monnaie étrangère sont convertis en francs suisses au taux de change en vigueur à la date du bilan. À la clôture des comptes en 2016, GeTM ne possède aucun avoir ou engagement en monnaies étrangères. Les transactions en monnaies étrangères au cours de l'exercice sont converties en francs suisses au taux en vigueur à la date de la transaction.

Reconnaissance du revenu :

Les dons privés, provenant de la collecte de fonds, tout comme les dons affectés, sont reconnus dans le compte de résultat lorsqu'ils sont encaissés. Les recettes provenant de contrats de financement signés avec des bailleurs de fonds sont comptabilisées en revenus l'année où sont encourues les dépenses opérationnelles financées.

Les autres revenus sont enregistrés selon le principe de la délimitation périodique, à savoir lorsque les opérations ou événements générateurs de revenus surviennent, et non pas en fonction des flux financiers.

Enregistrement des charges :

Les charges sont enregistrées selon le principe de la délimitation périodique, à savoir lorsque les opérations et autres événements générateurs de charges surviennent, et non pas en fonction des flux financiers. Les charges liées aux projets sont enregistrées au moment du décaissement effectif en faveur du partenaire terrain.

Parties liées :

Les partenaires terrain de GeTM sont considérés comme des parties liées de GeTM.

Amortissements des immobilisations corporelles :

L'intégralité des immobilisations corporelles de GeTM (Installations générale, matériel et mobilier d'exploitation, matériel informatique et bureau) ont été amortis antérieurement à l'exercice comptable clôturé au 31 décembre 2015. Un nettoyage de ces lignes a été effectué au cours de l'exercice 2016.

Annexes aux Etats Financiers (extrait)

Provision :

Provision de la contribution financière à la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) :

Conformément au règlement en vigueur à la Fédération genevoise de Coopération (FGC), GeTM est tenue de verser une contribution financière en début d'année, correspondant à 1% des fonds versés par la FGC à GeTM l'année précédente. GeTM provisionne donc cette contribution financière en cours d'année pour l'année suivante à mesure que les fonds sont reçus de la part de ce bailleur.

Réserves :

GeTM possédait en 2015 une réserve générale de 136'299 CHF et une réserve pour risque de 100'000 CHF. Or le déficit cumulé s'élevant au 1^{er} janvier 2015 à 257'255 CHF, ce dernier dépasse le montant total des réserves (236'299 CHF).

Afin que le bilan reflète mieux la situation financière de l'organisation, il a été décidé lors de l'Assemblée générale du 10 mai 2016 de dissoudre ces réserves pour les compenser avec le déficit cumulé, pour ne faire apparaître que les fonds libres négatifs dans les prochaines présentations des États financiers.

Allocation bailleurs pour frais de gestion :

Les bailleurs de fonds publics affectés (Fonds FGC) autorisent un prélèvement de 12,5% sur les dépenses effectivement engagées par GeTM comme frais de gestion des projets. Sauf indication contraire, GeTM prélève 15% pour les bailleurs de fonds privés sur les dépenses effectives

engagées par GeTM sur les projets. Ces fonds sont utilisés par GeTM pour couvrir les frais de fonctionnement relatifs au suivi et à la gestion des projets. Le montant de ces frais de gestion est budgété en accord avec les différents bailleurs de fonds et précisé dans le tableau de financement des projets.

Donateurs privés – fonds libres :

Les dons privés sans affectations à un projet précis sont considérés comme des fonds libres.

Indemnités des membres dirigeants :

Les membres du Comité de GeTM ne reçoivent aucune indemnité pour leur engagement au sein de GeTM.

Personnel de l'organisation :

Le secrétariat de GeTM est composé de 3 postes à mi-temps, soit 1,5 postes équivalent temps plein. Cette situation correspond à une masse salariale annuelle de 110'600 CHF. La situation en 2016 est à ce titre atypique, compte tenue de départs et d'arrivées de collaborateurs dans l'organisation.

Nous avons également accueilli 5 personnes en missions temporaires pour 3 postes équivalent temps plein sur 6 mois.

Événements postérieurs à la date de clôture :

Néant

Rapport de performance :

GeTM publie un rapport d'activité qui remplit les critères du rapport de performance selon les normes Swiss GAAP RPC 21.

Un grand merci...

GeTM a pu mener ses actions grâce au soutien de :

- DDC - Direction de la Coopération au Développement
 - Etat de Genève
 - Ville de Genève
 - Ville de Carouge
 - Ville du Grand-Saconnex
 - Ville de Lancy
 - Ville d'Onex
 - Ville de Vernier
 - Commune de Meinier
 - Commune de Plan-les-Ouates
 - Commune de Satigny
 - Commune de Veyrier
-
- Fonds de soutien Migros et Projets
 - Fondation Johann et Luzia Grassli



*Une association vit grâce à ses membres. C'est le cas de
Genève Tiers-Monde.*

*Nous sommes reconnaissants du soutien des plus de 300 personnes
inscrites comme membres qui démontrent ainsi leur solidarité.*

Devenir Membre

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association.

Faire un don

En soutenant financièrement GeTM, vous apportez une contribution précieuse pour soutenir le développement dans les pays du Sud.

Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.

CCP : 12-1114-7

IBAN : CH 98 0900 0000 1200 11147

Genève Tiers-Monde

Rue de Villereuse 6

1207 Genève

Téléphone : 022-329-67-68

Email : info@getm.ch

www.getm.ch

